



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Deficits publics

Question au Gouvernement n° 1356

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Patrick Devedjian.

M. Patrick Devedjian. Ma question porte sur la politique economique du Gouvernement.

M. Didier Boulaud. Tres bonne question !

M. Patrick Devedjian. Les handicaps economiques de la France sont connus et sont anciens. C'est d'abord le chomage qui augmente, ce sont les deficits publics qui conduisent l'Etat a emprunter davantage, faisant ainsi monter les taux d'interet, et c'est l'endettement public qui conduit a plus de prelevements.

A cet egard, la politique du Gouvernement consiste, a juste raison, a s'attaquer aux deficits publics. Pour cela il y a de nouveaux prelevements, helas («Mais...» sur les bancs du groupe socialiste), mais on ne voit pas comment on les eviterait. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.) Il y aura aussi une reduction, a partir de cette annee, de la depense publique.

Certains proposent une politique alternative.

M. Jean-Michel Boucheron. A juste titre !

M. Patrick Devedjian. Cette politique alternative, c'est une forte augmentation de la consommation par une forte augmentation des salaires ou, pour d'autres, la reduction a zero des taux d'interet - on ne sait pas tres bien comment.

M. Didier Boulaud. Demandez a Madelin !

M. Patrick Devedjian. Compte tenu des contraintes de l'environnement international, du fait que 25 p. 100 de l'economie francaise reposent sur l'exportation, et donc que l'economie francaise est imbriquee dans l'economie mondiale, y a-t-il au plan international une politique economique credible autre que celle de l'effort («Oui !» sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste) et que certains qualifient de nouvel avatar de la pensee unique ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'economie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'economie et des finances. Monsieur le depute, il n'y a pas d'autre politique (Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste) que celle qu'a definie le Gouvernement et que vous soutenez.

M. Christian Bataille. La pensee unique !

M. le ministre de l'economie et des finances. Nous sommes, en effet, dans un contexte international, et nos economies sont etroitement interdependantes. Nous avons bien compris que le deficit public, c'etait le surendettement et le chomage, et il n'y a pas d'autre politique que la lucidite, le courage et la responsabilite.

(Rires sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.) Le premier effet de cette politique, c'est la baisse sans precedent des taux d'interet.

Mme Martine David. C'est l'autosatisfaction !

M. le ministre de l'economie et des finances. Si nous voulons soutenir l'investissement et la consommation, et restaurer la confiance, il faut perseverer dans cette voie et tenir le cap.

M. Claude Bartolone. Perseverare diabolicum !

M. le ministre de l'economie et des finances. Les mesures que nous avons prises visent a permettre au secteur des travaux publics de mettre en service des chantiers importants. Dois-je rappeler que les autorisations du FDES et les credits budgetaires pour 1996 vont entrainer dans le secteur des routes et des autoroutes une progression de 22 p. 100 des financements ?

Nous avons pris également des mesures pour le logement, des mesures significatives qui vont porter leurs fruits. Nous avons pris aussi des mesures courageuses pour ramener le taux d'interet reel a un niveau equitable tout en preservant l'epargne populaire pour les foyers les plus modestes. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Il importe maintenant de diffuser cette baisse des taux d'interet.

J'ai entendu ce matin qu'un reseau de caisses d'epargne allait proposer du credit a la consommation a moins de 8 p. 100; c'est la un changement significatif, et c'est dans ces conditions que nos compatriotes vont pouvoir acceder plus facilement au credit.

Nous avons également prevu une disposition fiscale pour alléger le cout du credit a la consommation.

Non, monsieur le depute, il n'y a pas d'autre politique que celle qui est engagee depuis le printemps 1995.

(Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. Christian Bataille. Applaudissez plus, dans la majorite ! C'est une politique qui souleve l'enthousiasme !

M. Didier Boulaud. Oui ! Encore un plan !...

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Patrick Devedjian.

M. Patrick Devedjian. Ma question porte sur la politique economique du Gouvernement.

M. Didier Boulaud. Tres bonne question !

M. Patrick Devedjian. Les handicaps economiques de la France sont connus et sont anciens. C'est d'abord le chomage qui augmente, ce sont les deficits publics qui conduisent l'Etat a emprunter davantage, faisant ainsi monter les taux d'interet, et c'est l'endettement public qui conduit a plus de prelevements.

A cet egard, la politique du Gouvernement consiste, a juste raison, a s'attaquer aux deficits publics. Pour cela il y a de nouveaux prelevements, hélas («Mais...» sur les bancs du groupe socialiste), mais on ne voit pas comment on les eviterait. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.) Il y aura aussi une reduction, a partir de cette annee, de la depense publique.

Certains proposent une politique alternative.

M. Jean-Michel Boucheron. A juste titre !

M. Patrick Devedjian. Cette politique alternative, c'est une forte augmentation de la consommation par une forte augmentation des salaires ou, pour d'autres, la reduction a zero des taux d'interet - on ne sait pas tres bien comment.

M. Didier Boulaud. Demandez a Madelin !

M. Patrick Devedjian. Compte tenu des contraintes de l'environnement international, du fait que 25 p. 100 de l'economie francaise reposent sur l'exportation, et donc que l'economie francaise est imbriquee dans l'economie mondiale, y a-t-il au plan international une politique economique credible autre que celle de l'effort («Oui !» sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste) et que certains qualifient de nouvel avatar de la pensee unique ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'economie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'economie et des finances. Monsieur le depute, il n'y a pas d'autre politique (Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste) que celle qu'a definie le Gouvernement et que vous soutenez.

M. Christian Bataille. La pensee unique !

M. le ministre de l'economie et des finances. Nous sommes, en effet, dans un contexte international, et nos economies sont etroitement interdependantes. Nous avons bien compris que le deficit public, c'était le surendettement et le chomage, et il n'y a pas d'autre politique que la lucidite, le courage et la responsabilite.

(Rires sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.) Le premier effet de cette politique, c'est la baisse sans precedent des taux d'interet.

Mme Martine David. C'est l'autosatisfaction !

M. le ministre de l'economie et des finances. Si nous voulons soutenir l'investissement et la consommation, et restaurer la confiance, il faut perseverer dans cette voie et tenir le cap.

M. Claude Bartolone. Perseverare diabolicum !

M. le ministre de l'economie et des finances. Les mesures que nous avons prises visent a permettre au secteur des travaux publics de mettre en service des chantiers importants. Dois-je rappeler que les autorisations du

FDES et les crédits budgétaires pour 1996 vont entraîner dans le secteur des routes et des autoroutes une progression de 22 p. 100 des financements ?

Nous avons pris également des mesures pour le logement, des mesures significatives qui vont porter leurs fruits. Nous avons pris aussi des mesures courageuses pour ramener le taux d'intérêt réel à un niveau équitable tout en préservant l'épargne populaire pour les foyers les plus modestes. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Il importe maintenant de diffuser cette baisse des taux d'intérêt.

J'ai entendu ce matin qu'un réseau de caisses d'épargne allait proposer du crédit à la consommation à moins de 8 p. 100; c'est là un changement significatif, et c'est dans ces conditions que nos compatriotes vont pouvoir accéder plus facilement au crédit.

Nous avons également prévu une disposition fiscale pour alléger le coût du crédit à la consommation.

Non, monsieur le député, il n'y a pas d'autre politique que celle qui est engagée depuis le printemps 1995.

(Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Christian Bataille. Applaudissez plus, dans la majorité ! C'est une politique qui soulève l'enthousiasme !

M. Didier Boulaud. Oui ! Encore un plan !...

Données clés

Auteur : [M. Devedjian Patrick](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1356

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 février 1996, page 577

Réponse publiée le : 7 février 1996, page 577

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 février 1996